

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, le 17 février 1993, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale "relatif à l'instruction des demandes de permis de lotir et de certificat d'urbanisme en vue de lotir", a donné le 29 mars 1993 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 17 februari 1993 door de Minister Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve "betreffende de behandeling van de aanvragen om verkavelingsvergunning en stedenbouwkundig attest met het oog op verkavelen", heeft op 29 maart 1993 het volgend advies gegeven :

Intitulé.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Préambule.

Comme les articles 117 et 120 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme n'ont pas de rapport direct avec le projet, il est proposé d'omettre le visa de ces dispositions.

L'alinéa 1er in fine serait, dès lors, mieux rédigé comme suit :

"..., notamment les articles 109, 116, 118 et 119 modifiés par l'ordonnance du 30 juillet 1992, ainsi que les articles 110 et 158".

Proposant.

1. Il y a lieu de reproduire la dénomination officielle du Ministre Président telle qu'elle résulte de l'arrêté de l'Exécutif du 12 juillet 1989 fixant la répartition des compétences entre les ministres de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale.

.../...

2. Comme le Conseil d'Etat l'a, à de nombreuses reprises, rappelé, les secrétaires d'Etat ne font pas partie de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale. Il y a donc lieu d'omettre, dans le proposant, les mots "et du Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre Président" et, dans la signature, les mots "Le Secrétaire d'Etat".

Dispositif.

Observation générale.

Les articles 6, § 2, 7, § 2 et § 9, 8, § 3 et § 7, du projet, intègrent dans les étapes de la procédure, assorties, chacune, de délais successifs, l'hypothèse où "la demande requiert la consultation d'administrations ou instances". La formulation de cette hypothèse semble empruntée à l'article 119, § 4, de l'ordonnance qui prévoit, dans ce cas, une augmentation du délai qui est limitée à trente jours.

Telles qu'elles sont rédigées, ces dispositions paraissent se référer à des cas où la consultation est imposée, au titre de formalité obligatoire, en vertu d'un texte exprès, à l'exclusion de ceux où le collège des bourgmestre et échevins estimerait une telle consultation simplement opportune. Tel est, en effet, le sens du verbe "requérir" ("vereisen") dans les autres paragraphes de l'article 119 de l'ordonnance.

.../...

Suivant le délégué de l'Exécutif, le projet ne vise que les consultations qui ne sont pas imposées par un texte spécifique, les autres étant exclusivement régies par les normes qui leur sont applicables.

Outre que cette interprétation est difficilement compatible avec le texte de l'ordonnance et avec celui du projet, elle est de nature à soulever plusieurs difficultés :

- si la consultation n'est pas "requise", au sens d'"obligatoire", le risque est que le collège ne pourra pas se prévaloir de l'augmentation des délais prévus par l'article 119, § 4;
- en revanche, si la consultation est "requise", le collège des bourgmestre et échevins pourra difficilement, en l'absence de texte exprès l'y habilitant, poursuivre la procédure si l'administration ou l'instance, dont l'avis est demandé, ne répond pas dans les délais, au risque de paralyser la procédure et de déclencher l'application de l'article 128;
- si la consultation est simplement requise en ce sens que, de facto, une nécessité pratique ou logique exige qu'elle ait lieu pour instruire en connaissance de cause la demande, le collège ne pourra pas, sans adopter une attitude contradictoire, y renoncer après l'avoir demandée, sous le prétexte que l'administration ou l'instance consultée tarderait à répondre, alors qu'au-

.../...

cune disposition n'impose à celles-ci un délai de rigueur au-delà duquel l'autorité pourrait passer outre.

Les dispositions précitées doivent, dès lors, être fondamentalement revues. C'est sous cette réserve que les observations particulières sont faites sur ces dispositions.

Article 1er.

1. Le texte néerlandais du 3º et du 7º devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Au 8º, on écrira "en vertu de l'article 11", au lieu de "par l'article 11".

Article 2.

La disposition en projet fait écho à l'observation suivante faite par le Conseil d'Etat dans l'avis L. 21.611/9 donné le 22 juin 1992 sur l'arrêté du 6 juillet 1992 relatif à l'instruction des demandes de permis d'urbanisme et de certificats d'urbanisme, en projet :

"Les articles 109, 110 et 116 à 120 de l'ordonnance, visés au préambule du projet, s'appliquent tant à la demande de permis de lotir qu'à la demande de permis d'urbanisme. En ce qui concerne l'instruction de la demande de certificat d'urbanisme, l'article 158 de l'ordonnance fait référence aux articles 109 à 114, 116

.../...

à 119 et 123. Enfin, l'instruction des demandes introduites par une personne de droit public ou relatives à des travaux d'utilité publique, est réglée par les articles 139 et suivants de l'ordonnance.

Il ressort des explications du délégué du ministre que l'arrêté en projet est destiné à s'appliquer exclusivement aux demandes de permis d'urbanisme et de certificat d'urbanisme introduites par des particuliers pour des travaux qui ne sont pas d'utilité publique, les autres demandes étant à régler par des arrêtés ultérieurs.

Il conviendrait que le texte même du projet soit complété aux fins d'indiquer avec précision les demandes dont l'instruction sera soumise aux règles qu'il énonce".

Pour tenir compte de cette observation, mieux vaut, dans le texte français, accorder l'adjectif "visée" aux substantifs "permis" et "certificats".

Quant au texte néerlandais, il devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 3.

1. Etant donné la définition prévue à l'article 1er, 4º, du projet, l'alinéa 2 doit s'écrire plus simplement comme suit :

"L'accusé de réception conforme au modèle de l'annexe 2 ...".

.../...

2. De même, à l'alinéa 3, il est proposé d'écrire :

"L'avis constatant, en application de l'article 109, alinéa 3, précité, que le dossier n'est pas complet, est établi conformément au modèle figurant à l'annexe 3".

Article 5.

Le texte suivant est proposé :

"Art. 5. Si la demande mentionne que son contenu est contraire à des servitudes ... les propriétaires des biens qui en sont grevés sont avisés du dépôt de la demande, par lettre recommandée à eux adressée à leur domicile par le collègue le jour de la délivrance de l'accusé de réception".

Article 6.

1. Il n'y a pas lieu de diviser un article en paragraphes lorsque chacun d'entre eux ne comporte qu'un seul alinéa. Les cinq paragraphes de l'article 6 doivent donc devenir des alinéas.

2. Dans le texte français de l'article 6, § 1er (devenant l'alinéa 1er), les mots "approuvé sur base de" doivent être remplacés par les mots "approuvé sur la base

.../...

de". La remarque vaut également pour les articles 7, § 1er, et 8, § 1er, du projet.

3. A l'article 6, § 2 (devenant l'alinéa 2), on renvoie à l'observation générale formulée à propos du dispositif.

4. Le texte néerlandais de l'article 6, § 5 (devenant l'alinéa 5) devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 7.

1. Au paragraphe 2, on renvoie à l'observation générale formulée à propos du dispositif.

2. Le paragraphe 3 n'apporte pas d'élément neuf par rapport à l'article 114 de l'ordonnance du 29 août 1991, si ce n'est la communication à la commission de concertation des "avis des administrations et instances consultées" à propos desquels on renvoie à l'observation générale. Cette communication est, dès lors, dépourvue d'utilité; le paragraphe doit être omis.

La même observation vaut pour l'article 8, § 2, qui fait référence à l'article 7, § 3, du projet.

.../...

3. Le paragraphe 4, alinéa 1er, constitue une répétition inutile de l'article 155, § 1er, de l'ordonnance du 29 août 1991; il doit être omis, de telle sorte qu'il n'y a plus de raison de diviser l'article en paragraphes.

Il est, dès lors, proposé d'écrire :

"Lorsque le conseil communal est appelé à délibérer sur les questions de voirie en application de l'article 155, § 1er, de l'ordonnance, le collège des bourgmestre et échevins lui transmet les documents suivants : ...".

La même observation vaut pour l'article 8, § 4.

4. Dans le texte français du même paragraphe 4, il faut écrire :

"2° le procès-verbal de la réunion de la commission de concertation ...", comme dans la version néerlandaise du projet.

5. De l'accord du délégué de l'Exécutif, il s'impose de prévoir, sous la forme d'un 4°, la communication du procès-verbal de clôture de l'enquête publique.

6. Au paragraphe 5, 10°, il est proposé d'écrire :

.../...

"10° le cas échéant, la délibération du conseil communal sur les questions de voirie".

La même observation vaut pour l'article 8, § 5, 8°, et § 6, 7°.

6. En ce qui concerne le paragraphe 9, on renvoie à l'observation générale formulée à propos du dispositif.

Article 8.

1. Dans le texte français du paragraphe 1er, mieux vaut écrire, comme en a convenu le délégué de l'Exécutif :

"... l'expédition de la décision octroyant ou refusant le permis de lotir ou le certificat d'urbanisme qu'il notifie au fonctionnaire délégué".

Dans le texte néerlandais, il faut écrire "het college" au lieu de "hij".

2. Aux paragraphes 3 et 7, on renvoie à l'observation générale formulée à propos du dispositif.

.../...

Article 9.

1. Les articles 4 à 21 de l'arrêté royal du 6 février 1971 ayant déjà été abrogés par l'arrêté de l'Exécutif du 3 juillet 1992 relatif aux enquêtes publiques et aux mesures particulières de publicité (article 18, 2^o, a), il reste à abroger les articles 1er à 3 et 22 à 24, ainsi que les annexes I et II dudit arrêté royal.

2. Lorsque l'on entend abroger les dispositions encore en vigueur d'une loi ou d'un règlement, il convient de rappeler les modifications que ceux-ci ont subies dans le passé.

Compte tenu de ces observations , il est proposé d'écrire :

"Art. 9. L'arrêté royal du 6 février 1971 sur l'instruction et la publicité des demandes de permis de lotir, modifié par l'arrêté royal du 10 avril 1971 et par l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juillet 1992 est abrogé en ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale".

Opschrift.

Het zou beter zijn aan het einde van het opschrift te schrijven : "... met het oog op verkaveling".

Aanhef.

Aangezien de artikelen 117 en 120 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw geen direct verband houden met het ontwerp, wordt voorgesteld de verwijzing naar die bepalingen weg te laten.

Het eerste lid in fine zou derhalve beter als volgt worden gesteld :

"..., inzonderheid op de artikelen 109, 116, 118 en 119, gewijzigd bij de ordonnantie van 30 juli 1992, alsook op de artikelen 110 en 158".

Voordrachtformulier.

1. De officiële benaming van de Minister-Voorzitter moet worden vermeld, te weten die welke blijkt uit het besluit van de Executieve van 12 juli 1989 tot vaststelling van de bevoegdheden van de ministers van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve.

.../...

2. De Raad van State heeft er herhaaldelijk op gewezen dat de Staatssecretarissen geen deel uitmaken van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve. Bijgevolg behoren in het voordrachtformulier en in het ondertekeningsformulier respectievelijk de woorden "en van de Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister-Voorzitter" en "de Staatssecretaris" te vervallen.

Bepalend gedeelte.

Algemene opmerking.

De artikelen 6, § 2, 7, § 2 en § 9, 8, § 3 en § 7, van het ontwerp nemen in de procedurefasen, die elk een achtereenvolgende termijn hebben, het geval op waarin "de aanvraag de raadpleging van besturen of instellingen vereist". Die formulering lijkt ontleend te zijn aan artikel 119, § 4, van de ordonnantie, die in dat geval een termijnverlenging voorschrijft die beperkt is tot dertig dagen.

Zoals die bepalingen gesteld zijn, lijken ze te verwijzen naar gevallen waarin de raadpleging krachtens een uitdrukkelijke tekst als een verplichte formaliteit voorgeschreven wordt, met uitsluiting van de gevallen waarin het college van burgemeester en schepenen een dergelijke raadpleging gewoon opportuun zou vinden. Dat is immers de betekenis van het werkwoord "vereisen" (requérir) in de andere paragrafen van artikel 119 van de ordonnantie.

.../...

Volgens de gemachtigde van de Executieve heeft het ontwerp alleen betrekking op de raadplegingen die niet voorgeschreven worden door een specifieke tekst, terwijl de andere uitsluitend geregeld worden door de rechtsregels die erop van toepassing zijn.

Behalve dat die interpretatie moeilijk te verenigen is met de tekst van de ordonnantie en met die van het ontwerp is zij van die aard dat zij verschillende problemen oproept :

- als de raadpleging niet "vereist" is, in de zin van verplicht, bestaat het gevaar dat het college zich niet zal kunnen beroepen op de verlenging van de bij artikel 119, § 4, bepaalde termijnen;
- als de raadpleging daarentegen wel "vereist" is, zal het college van burgemeester en schepenen de procedure moeilijk kunnen voortzetten, zonder uitdrukkelijke tekst die het daartoe bevoegdheid verleend, wanneer het bestuur of de instelling, waarvan het advies wordt gevraagd, niet binnen de termijnen antwoordt, met het gevaar dat de procedure stilgelegd wordt en artikel 128 van toepassing wordt;
- als de raadpleging gewoon vereist is, in die zin dat een praktische of logische noodzakelijkheid de facto vereist dat zij plaatsheeft om de aanvraag met kennis van zaken te onderzoeken, zal het college daar niet, zonder een tegenstrijdige houding aan te nemen, van af kunnen zien

.../...

na om raadpleging te hebben verzocht, onder het voorwendsel dat het antwoord van het geraadpleegde bestuur of de geraadpleegde instelling op zich laat wachten, terwijl geen enkele bepaling dat bestuur of die instelling een uiterste termijn voorschrijft waarna de overheid haar gang kan gaan.

De voormelde bepalingen behoren dus grondig te worden herzien. Het is onder dat voorbehoud dat de bijzondere opmerkingen over die bepalingen worden gemaakt.

Artikel 1.

1. In 3° schrijve men : "... met het oog op verkaveling" in plaats van "... met het oog op verkavelen".

2. In 7° schrijve men : "... bepaald bij de artikelen 113 en ...".

3. In 8° schrijve men "krachtens artikel 11" in plaats van "bij artikel 11".

Artikel 2.

De ontworpen bepaling is een afspiegeling van de hierna volgende opmerking die de Raad van State heeft

.../...

gemaakt in advies nr. L. 21.611/9, gegeven op 22 juni 1992, inzake het besluit van 6 juli 1992 betreffende de behandeling van de aanvragen om stedenbouwkundige vergunningen en stedenbouwkundige attesten :

"... De artikelen 109, 110 en 116 tot 120 van de ordonnantie, waarnaar wordt verwezen in de aanhef van het ontwerp, zijn zowel van toepassing op de verkavelingsaanvraag als op de aanvraag om stedenbouwkundige vergunning. Wat het onderzoek betreft van de aanvraag om stedenbouwkundig attest, verwijst artikel 158 van de ordonnantie naar de artikelen 109 tot 114, 116 tot 119 en 123. Het onderzoek ten slotte van de aanvragen die zijn ingediend door een publiekrechtelijke rechtspersoon of betreffende werkzaamheden van openbaar nut, wordt geregeld door de artikelen 139 en volgende van de ordonnantie.

Uit de uitleg van de gemachtigde van de minister blijkt dat het ontworpen besluit uitsluitend bestemd is om te worden toegepast op de aanvragen om stedenbouwkundige vergunning en om stedenbouwkundig attest die zijn ingediend door particulieren voor werkzaamheden die niet van openbaar nut zijn; de andere aanvragen moeten geregeld worden in latere besluiten.

De tekst zelf van het ontwerp zou moeten worden aangevuld om nauwkeurig aan te geven van welke aanvragen het onderzoek zal vallen onder de in het ontwerp gestelde regels".

Teneinde rekening te houden met die opmerking, zou het beter zijn in de Franse tekst het adjectief "visée" grammaticaal te doen overeenstemmen met de substantieven "permis" en "certificats".

De Nederlandse tekst zou dan aldus luiden :

.../...

"Art. 2. Dit besluit regelt de behandeling van de aanvragen om verkavelingsvergunning en om stedenbouwkundig attest, welke vergunning en welk attest bedoeld worden in de artikelen 108 tot 120 en 158 van de ordonnantie".

Artikel 3.

1. Gezien de definitie gegeven in artikel 1, 4°, van het ontwerp, behoort het tweede lid als volgt vereenvoudigd te worden :

"Het ontvangstbewijs conform het model van bijlage 2 preciseert ...".

2. Op dezelfde wijze schrijve men in het derde lid :

"Het bericht waarin met toepassing van het voormelde artikel 109, derde lid, erop wordt gewezen dat het dossier niet volledig is, wordt opgemaakt conform het model in bijlage 3".

Artikel 5.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

.../...

"Art. 5. Indien in de aanvraag wordt vermeld dat de inhoud ervan strijdig is met door 's mensen toedoen gevestigde erfdiensbaarheden of met bij overeenkomst vastgestelde verplichtingen aangaande het gebruik van de grond, worden de eigenaars van de ermee bezwaarde goederen door het college van de indiening van de aanvraag verwittigd bij een naar hun woonplaats gezonden aangetekende brief op de dag van afgifte van het ontvangstbewijs.

Artikel 6.

1. Een artikel behoort niet in paragrafen te worden verdeeld, wanneer elk ervan slechts één lid bevat. De vijf paragrafen van artikel 6 moeten dus leden worden.

2. In de Franse tekst van artikel 6, § 1 (die het eerste lid wordt), moeten de woorden "approuvé sur base de" vervangen worden door de woorden "approuvé sur la base de". Deze opmerking geldt ook voor de artikelen 7, § 1 en 8, § 1, van het ontwerp.

3. Voor artikel 6, § 2 (die het tweede lid wordt), zij verwezen naar de algemene opmerking die gemaakt is omtrent het bepalend gedeelte.

.../...

4. In artikel 6, § 5 (die het vijfde lid wordt), schrijve men "daarvan geen werk heeft gemaakt" in plaats van "hiertoe niet is overgegaan".

Artikel 7.

1. Voor paragraaf 2 zij verwezen naar de algemene opmerking die gemaakt is omtrent het bepalend gedeelte.

2. Paragraaf 3 brengt geen nieuw gegeven aan ten opzichte van artikel 114 van de ordonnantie van 29 augustus 1991, behalve de kennisgeving aan de overlegcommissie van "de adviezen van de geraadpleegde besturen en instellingen", waarvoor zij verwezen naar de algemene opmerking. Die kennisgeving heeft derhalve geen nut; de paragraaf behoort te vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 8, § 2, waarin verwezen wordt naar artikel 7, § 3, van het ontwerp.

3. Paragraaf 4, eerste lid, is een onnodige herhaling van artikel 155, § 1, van de ordonnantie van 29 augustus 1991; het lid behoort te vervallen, met als gevolg dat er geen reden meer is om het artikel in paragrafen te verdelen.

Er wordt derhalve voorgesteld te schrijven :

.../...

"Wanneer de gemeenteraad met toepassing van artikel 155, § 1, van de ordonnantie moet beraadslagen over wegenkwesties, bezorgt het college van burgemeester en schepenen hem de volgende stukken : ...".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 8, § 4.

4. In de Franse tekst schrijve men in dezelfde paragraaf 4 :

"2° le procès-verbal de la réunion de la commission de concertation ...", zoals in de Nederlandse versie van het ontwerp.

5. De gemachtigde van de Executieve is het ermee eens dat de kennisgeving van het proces-verbaal van sluiting van het openbare onderzoek in de vorm van een 4° moet worden voorgeschreven.

6. Wat § 5, 10°, betreft wordt voorgesteld te schrijven :

"10° in voorkomend geval, de beraadslaging van de gemeenteraad over wegenkwesties".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 8, § 5, 8°, en § 6, 7°.

.../...

7. Wat § 9 betreft, zij verwezen naar de algemene opmerking die gemaakt is omtrent het bepalend gedeelte.

Artikel 8.

1. Het zou beter zijn in de Franse tekst van paragraaf 1 te schrijven :

"... l'expédition de la décision octroyant ou refusant le permis de lotir ou le certificat d'urbanisme qu'il notifie au fonctionnaire délégué".

De gemachtigde van de Executieve is het daarmee eens.

In de Nederlandse tekst schrijve men "het college" in plaats van "hij".

2. Wat paragrafen 3 en 7 betreft, zij verwezen naar de algemene opmerking die gemaakt is omtrent het bepalend gedeelte.

Artikel 9.

1. Aangezien de artikelen 4 tot 21 van het koninklijk besluit van 6 februari 1971 reeds opgeheven zijn bij het besluit van de Executieve van 3 juli 1992 betref-

.../...

fende de openbare onderzoeken en de speciale regelen van openbaarmaking (artikel 18, 2º, a), moeten de artikelen 1 tot 3 en 22 tot 24 nog opgeheven worden, alsmede de bijlagen I en II bij het voormelde koninklijk besluit.

2. Wanneer men de nog van kracht zijnde bepalingen van een wet of van een verordening wil opheffen, behoren de wijzigingen die deze wet of deze verordening in het verleden heeft ondergaan te worden vermeld.

Gelet op die opmerkingen wordt voorgesteld te schrijven :

"Art. 9. Het koninklijk besluit van 6 februari 1971 betreffende de behandeling en de openbaarmaking van de verkavelingsaanvragen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 april 1971 en bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 3 juli 1992, wordt opgeheven wat het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest betreft".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
P. HANSE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. DE GAVRE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

P. GOTHOT,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. P. NIHOUL, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. ERNOTTE, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. NIHOUL, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. ERNOTTE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

C.-L. CLOSSET.